

## Crise agricole : Matignon épargne la distribution et charge Bruxelles

Manuel Valls estime que « la Commission européenne a fait trop peu et trop tard ».

LE MONDE ECONOMIE | 09.02.2016 à 11h16 | Par Laurence Girard ([journaliste/laurence-girard/](#))



Le premier ministre Manuel Valls, Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture et Emmanuel Macron, ministre de l'économie, après une conférence de presse sur la crise agricole, le 8 février. PATRICK KOVARIK / AFP

Des agriculteurs continuent à faire entendre leur colère. Lundi 8 février, ils étaient près de deux cents à s'être donnés rendez-vous à Arras et une centaine de tracteurs ont bloqué les accès de la ville de Saintes en Charente-Maritime. Des rassemblements organisés par les branches locales du syndicat FNSEA associées aux Jeunes agriculteurs. Au même moment, les représentants de la distribution étaient reçus à Matignon par le premier ministre Manuel Valls, le ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll et celui de l'économie, Emmanuel Macron.

**Lire aussi Stéphane Le Foll cherche « des alliés en Europe » pour résoudre la crise agricole** ([/economie/article/2016/02/04/stephane-le-foll-cherche-des-allies-en-europe-pour-resoudre-la-crise-agricole\\_4859387\\_3234.html](#))

Une rencontre programmée alors que le gouvernement tente de calmer le jeu. Depuis la mi-janvier, éleveurs de porcs, de vaches laitières et de bovins multiplient les manifestations et les actions chocs.

Le calendrier de ces protestations, pour dénoncer des prix non rémunérateurs pour les éleveurs ne doit rien au hasard. Deux échéances majeures, quasiment en concordance de temps, sont en ligne de mire. Le Salon de l'agriculture, d'abord, qui va réunir, du 27 février au 6 mars à Paris le petit monde agricole et politique. A un peu plus d'un an de la présidentielle, les candidats ne vont pas manquer ce traditionnel rendez-vous très médiatisé. Certains comme Nicolas Sarkozy, ont même pris les devants, présentant un « plan Marshall » pour les zones rurales de 10 milliards d'euros. Le Front national, qui gagne des voix parmi les agriculteurs, comme dans d'autres catégories socio-

professionnelles a lui aussi présenté son projet agricole.

## Forte pression sur le gouvernement

La pression est donc forte sur le gouvernement. M. Le Foll a accordé une rallonge de 125 millions d'euros d'aide aux éleveurs abondant un plan de 700 millions présenté à l'été 2015. Mais personne ne sait encore qui accompagnera François Hollande dans les allées du Salon, alors que les rumeurs sur le prochain remaniement vont bon train. La FNSEA, parfois débordée par sa base dans les manifestations, veut, elle, prouver qu'elle reste l'interlocuteur obligé des politiques, quels qu'ils soient. Elle projette de demander à chacune des personnalités politiques de passer sur son stand pour signer un engagement.

L'autre échéance est fixée au 29 février, avec la fin des négociations commerciales entre enseignes de distribution et industriels qui conditionnent les tarifs des produits alimentaires. Souvent pointés du doigt par les agriculteurs pour la guerre des prix sans merci qu'ils se livrent et le partage inégal des marges, les distributeurs sont sortis satisfaits de leur réunion à Matignon. « *Dès le départ, il a été dit que la grande distribution n'était pas responsable de la crise agricole* », affirme Jacques Creyssel, délégué général de la Fédération des entreprises de commerce et de distribution (FCD) mais, ajoute-t-il, « *nous cherchons à aider à sortir de cette crise* ».

EN TERME D'«  
AIDE », AUCUN  
ENGAGEMENT  
CONCRET N'A ÉTÉ  
PRIS

En terme d'« aide », aucun engagement concret n'a été pris. Le sujet d'un fonds de soutien aux éleveurs de porcs abondé par l'ensemble de la filière y compris la distribution, une idée de la FNSEA, a bien été abordée mais comme le précise M. Creyssel, « *il est trop tôt pour parler d'accord sur ce projet. La création du fonds nécessite l'approbation préalable des autorités de la concurrence* ». Un projet similaire lancé en Belgique est regardé de près. Les discussions ont aussi abordé le principe d'une négociation tripartite entre producteurs, industriels et distributeurs avec une indication des prix payés aux agriculteurs. Mais les distributeurs ne souhaitent pas

que ce dispositif soit inscrit dans la loi.

**Lire aussi** [Le gouvernement face aux multiples crises de l'élevage en France](http://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2016/01/22/le-gouvernement-face-aux-multiples-crisis-de-l-elevage-en-france_4851819_3234.html) (/economie /article/2016/01/22/le-gouvernement-face-aux-multiples-crisis-de-l-elevage-en-france\_4851819\_3234.html)

Si M. Valls s'est donc contenté d'appeler la distribution « *à la responsabilité* », il a chargé Bruxelles. « *La Commission a fait trop peu et trop tard* », a-t-il déclaré. Bruxelles a rétorqué avoir débloqué 420 millions d'euros et financé des mesures d'aide au stockage de viande de porc et de poudre de lait. La France propose un renforcement de ses mesures qui sera discuté lors du prochain sommet des ministres de l'agriculture des 28, le 15 février. Pour sa part, M. Valls s'est dit prêt à évoquer le sujet de la levée progressive de l'embargo russe sur le porc lors de sa rencontre samedi avec son homologue russe Dmitri Medvedev.